



MARCHE MONDIALE DES FEMMES
Journée Internationale des Femmes
8 Mars 2014

Nous renforçons nos luttes et notre solidarité pour faire progresser l'autonomie, la liberté et la défense de nos corps. Nous célébrons les progrès accomplis par les mouvements féministes dans le monde.

Les femmes dans le monde font face aux effets désastreux de situations politiques qui causent la violence et l'extrême pauvreté. Elles subissent les conséquences de la destruction et la surexploitation de la nature, notamment par les compagnies minières. Ces situations ont une incidence sur la vie de toutes les femmes dans le monde entier et nous mettent au défi de trouver des manières créatives pour y faire face. Pourtant, nous nous organisons et continuons à renforcer nos actions et nos luttes afin de construire des alternatives pour que les femmes puissent vivre en plénitude.

En Afrique, notamment en République Centrafricaine, les femmes, même en situation de guerre, ont travaillé très fort pour qu'une femme, Mme Catherine Samba-Panza, puisse être élue à la tête de l'Etat de transition. Il s'agit d'une première étape dans la lutte pour accroître la participation des femmes dans le processus de négociation en cours. Dans ce pays, de nouveaux défis sont également à relever : celui du retour de 500.000 personnes déplacées ou réfugiées à Bangui, dans 16 municipalités et 78 sous-municipalités ; la reconstruction d'un Etat de droit ; la relance de l'économie malmenée par la guerre.

Récemment, le gouvernement d'Ouganda a adopté une loi qui criminalise l'homosexualité jusqu'à la peine de mort. Le ministre de l'éthique et de l'intégrité a par la suite déclaré que « les hommes qui violent les filles, c'est naturel », sous-entendant qu'un viol hétérosexuel est moralement préférable à des activités homosexuelles consensuelles. De plus, le président du Zimbabwe Mugabe a salué le gouvernement ougandais et annoncé que son pays devrait adopter une loi similaire dans l'avenir. Ces positions de chefs d'Etat montrent clairement le backlash des droits des femmes et des droits humains en général.

Au Sahara occidental, se poursuit la répression brutale du peuple sahraoui marocain vivant dans le territoire occupé par les forces de Laâyoune. L'Union nationale des femmes sahraouies (l'UNMS) dénonce la complicité des gouvernements européens qui ont signé l'accord de pêche entre l'Union Européenne et le Maroc, et appelle à la solidarité des femmes du monde entier. Lors de la récente conférence de solidarité avec les femmes sahraouies, un appel a été lancé à la communauté internationale, à l'ONU, à l'Union africaine et au Parlement européen pour mettre fin au pillage des ressources du Sahara occidental, pour condamner les violations des droits humains au Sahara occupé par le Maroc et mettre en place un mécanisme de protection des droits humains, pour



l'élimination du mur de la honte et la mise en œuvre des résolutions de l'ONU, lesquelles prévoient un référendum libre et transparent sur l'autodétermination du peuple sahraoui.

En Asie, la privatisation rampante et l'appropriation par les entreprises des terres et des services publics continuent d'appauvrir les femmes et leurs familles, en particulier dans les communautés rurales et indigènes, les privant de leur accès à la nourriture et aux moyens d'existence. Cette situation rend les femmes, les filles et les enfants vulnérables à la traite, à l'exploitation, à la prostitution et aux violences sexuelles. De nombreuses entreprises privées en charge de l'aménagement de l'espace urbain ont détruit des communautés urbaines pauvres, les poussant vers la forêt, les zones minières et les plages. Les entreprises qui s'accaparent les terres ont en réalité accentué les conséquences et dommages causés par les typhons et catastrophes naturelles. Dépossédées de services sociaux, de revenus et de moyens d'existence, les femmes voient en plus leur autonomie mise en danger par les forces religieuses fondamentalistes, leur déniaient l'accès aux droits reproductifs, et promouvant l'homophobie et la lesbophobie.

L'existence généralisée des violences contre les femmes est un enjeu majeur, notamment en ce qui concerne la violence domestique et le viol conjugal, le mariage des enfants, et la traite des femmes et des filles. Les viols collectifs en Inde et la dégradation des conditions de travail dans la région restent de grandes préoccupations.

En Europe, les femmes sont dans les rues pour la défense du droit à l'avortement, droit qui est menacé dans de nombreux pays où l'avortement est déjà un droit acquis. Dans l'État espagnol, le gouvernement de la droite ultraconservatrice veut changer la loi régissant l'accès à l'avortement. Les manifestations dénoncent également la montée du conservatisme et des groupes de droite, qui s'attaquent en particulier aux droits et aux acquis des femmes, de même que la répression de l'État face à la mobilisation populaire. En Europe, les femmes luttent chaque jour contre les politiques néo-libérales et les mesures d'austérité qui détruisent leur accès à la santé, à l'éducation, au logement et aux services publics, et mènent une partie du peuple vers le racisme et la xénophobie.

En Amérique latine, nous assistons aux tentatives de coup d'État contre le gouvernement constitutionnel du Venezuela par des attaques violentes et systématiques des forces de l'opposition en utilisant notamment les réseaux sociaux. Nos sœurs de la Marche Mondiale des Femmes ont dénoncé publiquement les attaques générées par la droite, soutenue par les chaînes de télévision américaines et celles de langue espagnole aux États-Unis.

Plusieurs pays dans le monde continuent de défendre leur territoire tout en faisant face aux agressions physiques et psychologiques. Les femmes font face aux violences sexuelles notamment



à travers les mariages forcés et les mariages précoces qui entraînent les filles dans une situation d'esclavage, tout comme les conséquences du développement de l'industrie du sexe au niveau mondial.

La montée en puissance des compagnies transnationales a contribué à la dépossession des ressources naturelles comme la terre, l'eau et la forêt. Nous assistons au remplacement de l'agriculture familiale par la monoculture qui poussent les femmes et les communautés à une impasse, leur enlevant leurs moyens de subsistance. Les états démissionnent de leur responsabilité d'assurer l'accès aux services de santé, d'éducation et du logement. Les femmes et les familles en reçoivent la charge et la responsabilité sans aucun moyen de supporter les coûts qu'is représentent.

À travers le monde, nous continuons à militer pour l'élimination du patriarcat, du capitalisme et de la colonisation, en promouvant la défense des gouvernements progressistes de tous continents, lesquels pensent qu'un autre monde est possible. Dans ces situations, nous les femmes continuons à nous organiser, à trouver des moyens créatifs pour défendre la vie, pour élargir nos mouvements et nos alliances, générant des alternatives afin de pouvoir être ensemble en action.

La 9ème Réunion Internationale à São Paulo fut un moment de réaffirmation de notre force, de notre diversité, de notre unité et surtout de notre solidarité comme mouvement. Avec la force et l'inspiration des femmes qui nous ont précédées, nous femmes de la MMF marchons côte à côte avec les plus jeunes afin de préparer notre 4ème action mondiale en 2015 dans le but d'atteindre une mobilisation que nous permettra de nous renforcer dans la défense de nos corps et territoires, et de faire progresser l'indépendance, la liberté, la paix pour toutes les femmes et tous les peuples.

La solidarité entre les femmes du monde entier est essentielle pour la survie, la défense et l'avancement des femmes et des peuples.

Femmes du monde, nous serons en marche jusqu'à ce que toutes les femmes soient libres!